

Compte-rendu du débat :



Un intervenant :

Si j'ai bien compris votre conception du Commun, il y a une notion d'intensité dans les degrés de ce Commun : soit on s'associe autour d'un bien et on va être autour d'un Commun assez peu intense, soit on va vers une ressource et c'est plus intense. Et ensuite on va vers une expérience et on serait sur le maximum. Et pareil sur les formes institutionnelles de ce Commun, du représentatif au participatif, et au contributif : là aussi c'est un variateur de degré de puissance de ce Commun.

Toutefois j'aurais une interrogation : « qu'est-ce qui ne ferait pas Commun ? » Cette façon de présenter entre un degré zéro et un degré 1 effectivement il n'y a pas de négatif. C'est une façon de ne pas s'enfermer dans des antagonismes. Mais est-ce qu'il n'y aurait pas un "non-Commun" malgré tout ? Pour le dire "bêtement" : un groupe de néo-nazis pourrait être un Commun en fait ? Ça va être un obstacle à la réalisation de ce Commun, et je partage cette idée, pour cette multiplicité. Donc il y a une résistance, des conflits en interne. Mais aussi en externe : un squat rencontre la police. A Notre-Dame, etc. Pouvez-vous éclairer cet aspect ?

Un intervenant :

Le choix de votre vocabulaire : c'est sans hésitation que vous parlez d'espérance.

Un intervenant :

Je reviens sur une perception individualiste du Commun. Pour moi le Commun c'est l'homme du Commun à l'ouvrage, et on a alors une sorte d'égalitarisme dans la façon de porter les projets et d'arriver à partager du plaisir. On est alors toujours en opposition à la force brutale et à la violence, mais il y a une ardeur créative là.

Pascal Nicolas-le-Strat :

Sur la première question. Je l'attrape par différents aspects. Je reviens sur cette question qui m'est chère et on peut bouger en termes langagiers de Commun oppositionnel et/ou de Commun critique qui est de tenir à la fois les conditions d'une expérience et/ou d'une réalisation et en même temps de tenir le rapport de force. Et je mesure à quel point c'est difficile. Soit parce que le rapport de force en termes de répression est dur aujourd'hui, soit parce qu'il y a un effet d'épuisement dans le contexte décourageant.

Je le sens là on peut venir sur les expériences professionnelles de chacun, du champ social, de soins, de l'entreprise, de l'université. J'essaie effectivement de développer une recherche en sciences sociales dans laquelle on fait "Commun" pour l'élaboration du savoir. Et je mesure combien je rencontre dans cette élaboration des obstacles, du côté de la vieille conception institutionnelle dont le modèle bureaucratique a du mal à s'adapter à des processus plus ouverts, en interaction, des hybridités. Et puis c'est très contradictoire aussi avec les formes de management qui individualisent au maximum en termes de pseudo-excellence, de mises en concurrence, etc. Trop isolé, on risque de s'épuiser. Une grande part de l'activité c'est de poser des alliances. J'essaie donc de voir avec les collègues les questions que l'on porte, et si nous sommes en capacité de faire alliance y compris le jour où l'institution se met à frapper parce qu'elle va considérer que ce n'est pas dans les règles, qu'on déroge.

Donc ce rapport en réalisation et en critique est un rapport complexe et difficile à tenir.

Deuxième élément : auto-constitution des Communs. Possiblement pour le pire. Parce que je crois qu'on ne peut pas s'en prémunir en amont. On ne peut pas sortir une charte des Communs qui ferait que la "saloperie" n'arriverait pas. Elle arrivera. C'est seulement la vie démocratique qui va permettre de faire face à un moment donné.

Si émergent des formes de Communs (le terme n'est pas approprié) réactionnaires, ça peut être sur les effets de voisinage par exemple et de repli par rapport à la dynamique de la métropole qui doit être un espace démocratique pour interpeller, contredire les expériences. Pour moi les expériences du Commun appellent le renforcement de l'espace public dans lequel on vient en confrontation sur ces expériences engagées.

Tout ne me convient pas. Cela doit être débattu.

Effectivement, un Commun réactionnaire ne répond pas à une dimension démocratique, dans ce qu'elle signifie d'égalitarisme, d'ouverture, etc., qui ne sera pas au rendez-vous.

En saisissant l'hypothèse du Commun on ne se simplifie pas les choses, on reprend entre nos mains tout un ensemble de questions avec les complications et difficultés que ça occasionne mais qui nous conduisent à faire de la Politique de manière centrale, massive, et au cœur de nos différentes pratiques et y compris au cœur de nos pratiques professionnelles.

Vous touchez à un endroit critique : il y a un squat qui est un endroit important à St Denis, qui ne rencontre pas de soutien des décideurs publics, mais ce qui est important c'est de prendre la mesure de ce que ce lieu est en train de construire.

L'exemple que je prends, c'est celui-ci : les ouvriers ont réussi ce tour de force de faire émerger l'espace syndical à l'intérieur même de l'entreprise. Ça c'est un sacré pari. Des squats réussissent la même chose sur le terrain militant au niveau de la vie urbaine. Il faut des espaces pour débattre de nos expériences. J'ai l'expérience d'un squat à Montpellier dans lequel les services sociaux de la ville dirigeaient les personnes vers le squat qui était pendant l'été le seul à répondre aux besoins d'hébergement et de nourriture. Comment faire pour que cela émerge et que cela soit discuté à l'échelle de la ville ? Ce qui est important c'est que lorsqu'ils ont été expulsés, des organisations caritatives classiques ont fait part de leurs constats et de l'apport de ce squat dans la dynamique sociale de la ville.

Sur « espérance - espoir » : ce n'est pas se masquer, ce n'est pas sous-estimer la gravité de la situation, mais c'est essayer de réengager, de redécouvrir, ré-imaginer ce principe « espérance » comme le monde ouvrier a toujours su le faire, en regard pourtant de conditions de travail extrêmement dures, de faire venir ce principe « espérance » qui n'était pas simplement un imaginaire de l'avenir mais un principe engagé dans le quotidien, qui donne sens à des luttes, de tenir des mobilisations. Ce principe me paraît important à formuler. Il n'existe pas en tant que tel : c'est un travail de réélaboration. La philosophie politique peut nous y aider. La philosophie politique crée du langage, de l'imaginaire. L'art aussi. Ils peuvent contribuer à la formulation de ce principe.

Sur la question de ce qui se passe collectivement quand on s'assemble. Je pense qu'il y a une portée créative tout à fait importante. Et je crois qu'elle est d'autant plus créative que l'on est dans des modalités de coopération, qu'on assume ce que Rancière appelle une méthode de l'égalité, que l'on prend le contre-pied de tout le discours établi sur la concurrence, l'hyper-excellence, etc. Pour moi c'est tout autre chose : la créativité en termes de recherche elle n'est pas dans l'excellence, elle est dans la coopération. Les questions qui se posent dans la société ne sont plus à l'échelle d'un chercheur, d'une équipe de recherche, elles sont à la mesure d'un collectif élargi. C'est ce plus de coopération qui rend créatif. On a des institutions pourtant qui sont en train de nous raconter tout à fait l'inverse.

Donc le Commun comme espace créatif de collectivité, avec cette condition que le Commun respecte les singularités. La différence que je fais entre singularité et individualité : on peut affirmer fort nos singularités sans pour autant être en repli sur le quant-à-soi.

Un intervenant :

N'est-il pas contradictoire d'écrire des bouquins en son nom et de parler de Commun, de travail collectif ? C'est un vrai problème, car il faut passer aussi par l'individu. Tous les individus n'ont pas des graines d'expériences ou des expériences. L'Homme c'est aussi une expérience, équivalente... là on entre dans des abîmes au niveau de la pensée éthique. C'est pour ça que je parlais de données cartésiennes : il faut sortir de ça. Traversée du langage d'une certaine manière. Là, ça pose une question qui n'est pas seulement intellectuelle mais de basculement de l'être et de la pensée. Il faudrait peut-être moins des grands récits, des grandes théories, des grands concepts. Alors là c'est vrai que les notions de l'expérience, de la singularité, c'est quelque chose d'important. Il y a des vocables en ce moment qui tremblent...

Un intervenant :

Ce que je retiens dans les deux exposés, c'est qu'il faut de l'action. Il faut faire pour que ça puisse nous appartenir et être du Commun.

J'ai peut-être raté quelque chose mais j'ai l'impression que vous ne parlez pas du tout du pouvoir. Du rapport au pouvoir. Je ne suis pas en train de ramener des théories marxistes, mais pour l'exemple de l'eau, ça va être dur de convaincre « la Saur » de partager les millions d'euros liés à l'exploitation de l'eau.

Je vais vous donner deux exemples un peu plus intéressants que celui de « la Saur » pour parler du rapport au pouvoir.

On a tous des façons différentes de vivre en commun. Dans mon entreprise, j'ai un cadre et quand je discute avec lui de comment on s'organise en commun, je fais référence à la dynamique des groupes, au management démocratique, que « je ne suis pas contre l'autorité, hein ! Si le leader a un fonctionnement démocratique ». Alors le mec il me regarde, il bouge le sourcil droit, pas trop parce que le pouvoir s'exprime pas trop, il écoute pour pouvoir dominer, et puis il me dit : « Non, non, non ! On va pas parler de démocratie, on va parler de management participatif ». Voilà, ça c'est sa façon à lui de m'expliquer qu'il y a du commun. Il m'explique que j'ai tort et qu'il a raison, vu qu'il est au-dessus de moi.

Deuxième exemple : devant le monument aux morts pacifiste de Gentioux, un objet terriblement commun. Les gens qui commémorent en commun sont bien embêtés parce que quand ça change de Maire, on est

obligé de partager avec un nouveau Maire, et il y a 3 ans les gens se sont tapés dessus là-bas ! Bon ! Ils se sont bien énervés autour du monument aux morts pacifiste ! Ils s'organisent pour se réunir, ou se réunissent intempestivement, ça devrait faire consensus et pourtant même autour de ce petit élément qui devrait faire consensus il y a un rapport au pouvoir qui agite les individus. Et cette année il y a une association nationale qui est venue et qui a dit « C'est chez nous ici ». Du coup ils étaient super-nombreux, et ça faisait un peu un commun qui était à eux.

Pascal :

Sur la signature d'auteur : je vais ouvrir la réflexion sur la question de l'élaboration des savoirs. Ce que je crois fondamentalement c'est que le savoir relève d'une coopération. Qu'il y ait des *Bourdieu, Foucault, etc.* qu'il y ait dans tous les domaines des personnalités qui émergent, l'enjeu n'est pas là. La qualité des savoirs produits n'est pas la masse de la profession, du métier. C'est là que l'enjeu se pose. Cet ensemble, c'est la coopération qui va permettre de le produire. Après, comment on atteste cette coopération ? On l'atteste dans les fonctionnements des équipes. Il y a des fonctionnements qui portent la coopération et d'autres pas du tout. Et puis dans notre travail c'est l'effort de référence. Souvent ça encombre un peu nos travaux, les notes de bas de page, etc. Mais ça vient dire la coopération. Après, je pense que dans toute activité il faut maintenir cet apport d'une singularité qui fait que dans toute coopération chacun apporte sa touche, peut se prévaloir de cet apport qui lui est propre. Il y a un équilibre à trouver entre ce qu'on met en partage, ce qui fait le Commun, ce qui nous rend productif, créatif et puis ce qu'on porte aussi en soi comme singularité qu'on a envie de défendre. Une écriture, un geste professionnel, une pédagogie, etc. Il y a une composition à trouver. Moi, l'orientation que je prends, c'est que ça peut être discuté au sein des collectifs et des équipes. Et quand un travail sort, que ce soit discuté du point de vue de son élaboration. Sinon, la dérive, on la connaît bien quand c'est un patron d'Université qui signe à la place d'une équipe de chercheurs. Ce rapport commun - singularité me paraît une dimension importante.

Sur le deuxième temps de votre intervention j'ai beaucoup aimé cette formulation des mots en hésitations ou des mots qui tremblent. Il y a chez Deleuze l'idée que la langue bégaye pour faire advenir des choses différentes en elle-même et je crois que nos notions sont paradoxales, il faut qu'elles soient fortes et en même temps il faut qu'elles restent en doute. Il faut maintenir ce léger tremblement qui fait qu'on ne va pas s'asseoir si facilement sur nos acquis et nos lauriers.

Sur votre intervention suivante je mets beaucoup de controverse sur la question du Commun. Ce qui me préoccupe, ce sont les conditions démocratiques pour que cette controverse, cette polémique puisse se construire. Puisse s'élaborer. C'est ce qui manque terriblement : on a à l'échelle des territoires des juxtapositions, des recouvrements, mais on n'a pas cet espace démocratique où l'on vient en confrontation, où l'on discute par rapport à ce qui se tend, se fait. J'évoquais ces talus à Paris qui sont d'une valeur extraordinaire en termes d'existence et qui doivent à la fois répondre à des attentes de proximité et des attentes de la multitude. Je n'ai absolument aucune réponse définitive et je mets quiconque au défi d'en avoir, si ce n'est le fait que ça doit être débattu sur le lieu même. Qu'il y ait une mise à l'épreuve des usages et des pratiques. Que ça vienne se frictionner en termes démocratiques pour qu'à un moment donné il y ait un équilibre un peu précaire, mais que cet équilibre puisse permettre de cheminer. Je suis sur un rapport très politique sur cette question-là, au sens où en permanence il puisse être débattu.

Sur le rapport au pouvoir : oui, parfois on est tenu par ce rapport de force. Et il y a aussi les effets de puissance. Une mobilisation, c'est un effet de puissance qui fait que le pouvoir peut éventuellement bouger. Seulement il ne bouge plus beaucoup du point de vue de nos institutions. Le risque, et c'est ce qui est recherché, c'est que le rapport de force vienne épuiser nos énergies. Que le rapport de force vienne focaliser tous nos engagements et que progressivement on perde sur la puissance des expériences.

A l'instant j'ai en tête une expérience en cours en Espagne. Je n'ai pas tant en tête *Podemos* que l'expérience de ces municipalités qui tentent cette improbable articulation entre être en position de pouvoir dans les institutions et en même temps rester en articulation très forte avec les initiatives qui se présentent sur ces territoires-là. En Espagne on a une expérience tout à fait passionnante et c'est un défi d'arriver à tenir cet engagement.

La logique trop sommaire qui est de dire « on prend le pouvoir » et avec le pouvoir on transforme, elle ne fonctionne pas. Mais on peut être amené à prendre le pouvoir, cette expérience en Espagne le montre, tout en restant articulé avec d'autres dynamiques avec des doutes et des tremblements, mais suffisamment fort, je suis assez admiratif. On a une expérience espagnole de la construction étatique qui est différente de l'expérience française.

Un intervenant :

Vous avez un discours d'une très grande subtilité. Vous avez une logique qui intègre ses propres contradictions à l'avance. Vous imaginez l'estime que j'ai pour vous. Mais il y a un côté presque totalitaire d'une certaine manière. Est-ce qu'il n'y a pas un côté poétique dans votre affaire ?

Pascal :

Oui. Il y a une esthétique de la politique, de l'existence. Sur le début de **votre** intervention, oui, il y a véritablement des formes d'engagement qui intègrent la contradiction non pas pour l'étouffer, mais pour se mettre au travail politiquement à cet endroit-là. C'est un réengagement du politique au cœur même des

expériences vécues. Totalisant je ne sais pas, mais politisant très fortement, oui. Je rends politique l'essentiel des questions que je soulève à l'instant et je suis en attente de cette démultiplication politique qui va devoir trouver des formes multiples pour que cette entrée en débat, en construction, puisse se faire.

Un intervenant :

J'ai l'impression que vous pensez en marchant. Vous avancez, et j'imagine, quand vous faites vos expériences et votre histoire de graine, l'espace d'un instant vous traduisez en tout un tas de gestes réfléchissant sur les gestes que j'étais en train de faire.

Pascal :

Vous en parlez très bien, ça renvoie à la forme du savoir ou à la question de la forme du langage. Mais effectivement être dans une transmission tout en l'élaborant au moment même du langage, ça me paraît effectivement être une forme. Alors, quand je suis dans des dispositifs plus interactifs, cela introduit de la porosité. Car j'ai des acquis très forts sur lesquels je m'appuie mais qui peuvent être remis en élaboration, et laissent prise à l'interaction, à l'entrée en discussion à cet endroit-là. C'est l'interpellation de l'instant. Comment faire en sorte que la parole tienne ? Elle doit avoir une force, tout en étant suffisamment hésitante parce que en élaboration. Il a quelque chose de la forme, d'une esthétique.

Un intervenant :

Je viens un peu en contradiction de ce que dit le précédent intervenant parce que quand il parle de poésie, je pense qu'il parle de quelque chose qui peut paraître assez vaporeux. Moi, ce que j'entends de vos propos, ça me parle concrètement. Notamment par une expérience que j'ai vécue il y a à peu près deux ans quand le nouveau maire de Limoges a décidé que les apprentissages périscolaires seraient payants. Donc une appropriation nouvelle par le lucratif d'un espace jusque-là public. La seule réponse qui a été posée par le mouvement de militantisme pluri-décennal un peu sclérosé ça a été "on va faire une pétition". Et on va demander au service public, qui plus que démissionnaire de mon point de vue, est passé à la gestion du capital. Donc ce mouvement de 100 à 150 personnes ça a été : on va agiter des banderoles sous les fenêtres de la Mairie de Limoges. Et là je dis que si vos propos peuvent paraître vaporeux, c'est qu'on manque d'expériences d'appropriation du commun et qu'à ce moment il fallait inventer autre chose. On a reproduit quelque chose qu'on savait faire depuis cent cinquante ans. A Sud éducation on a proposé de nous approprier des territoires de la ZUP de l'Aurence, qu'on en fasse des terrains jardinés par les élèves, accompagnés par des parents qui se seraient institués animateurs, et les produits du jardin auraient pu être distribués ou vendus au profit de quelqu'un d'autre. Du coup, on désobéissait et on faisait une espèce de ZAD de jardin, et on s'ouvrait là à une véritable expérience démocratique de désobéissance et d'appropriation de Commun. Malheureusement on n'en est pas là, c'est peut-être pour plus tard.

Un intervenant :

Le mot poétique n'avait pas pour moi cette connotation négative, c'était ultra-positif. Etymologiquement en grec cela veut dire création, alors c'est de la création poétique.

Un intervenant :

Si je peux ajouter vous êtes plus dans le poétique que la poésie. L'analyse des processus créatifs.

Un intervenant :

Avec l'intitulé de la soirée en tête, le « Commun contre le capitalisme ? ». Ma question c'est : comment on se départit d'une notion de fourre-tout dans la notion de Commun ?

Est-ce que le Commun d'aujourd'hui ne pourrait pas être l'autogestion d'hier ? L'autogestion était portée dans les années 1970, ce qu'elle est devenue c'est le management participatif. Alors tout le monde peut se réapproprier cette notion-là en se disant « on fait du Commun ». J'ai l'impression qu'il y a toujours besoin de clarifier une certaine idée de l'ennemi. Vous avez précisé, ce qui nous fait face : l'Etat, le capital prédateur. Mais j'ai l'impression qu'il faut en dire un peu plus que ça. Que ça nous manque, cette dimension de confrontation. Vous parliez de l'eau, là où je suis, les captages de l'eau ont été construits par les habitants eux-mêmes il y a 30, 40, 50 ans, et aujourd'hui il y a une loi européenne qui va forcer à ce que ce soit des compétences transférées à la municipalité, et ensuite à des gestionnaires, et donc on se retrouve dépossédé, spolié. Et ce n'est pas seulement par le « faire » qu'on arrive à quelque chose. C'est aussi par une certaine idée de la confrontation et de la désignation de l'ennemi. Parce que l'ennemi prétend être l'incarnation du Commun. Je suis lecteur de science-fiction aussi et il y a certaines anticipations qui décrivent très bien des mondes à plusieurs niveaux dans lesquels des gens effectivement peuvent très bien s'auto-organiser dans la misère tout en restant au pied des tours dorées où quelques tarés continuent à circuler en avion entre Notre-Dame-des-Landes, pour la citer, et Dubaï. Du coup, qu'est-ce qui nous garde de ça par la seule approche du Commun ?

Un intervenant :

Moi, j'aime bien le terme expérience. Il y a les expériences psychédéliques. Mais l'accessibilité à l'expérience politique, aujourd'hui ce n'est pas toujours évident. Il y a plein de gamins qui vont à Notre-Dame-des-Landes mais pas tous. Et puis il y a un autre truc qui me chiffonne sur le Commun, c'est l'idée de Sacré...Ce truc-là qui a fait le ciment des sociétés à travers les âges, et le sacré d'aujourd'hui qui pourrait être « créons ! »...Créons pour résister à la connerie, pour inventer un futur.

Pascal :

Sur la première question : quand je prends la parole, ce qui est ma manière de militer, la conscience de ce caractère catastrophique de ce capitalisme est constitutive de ma trajectoire. C'est vrai que j'économise ce passage-là pour être où les engagements se font, par quelles modalités, comment articuler ce principe espérance avec cette conscience majeure effectivement qu'on a à faire avec cette double réalité aujourd'hui. Un capitalisme et des formes institutionnelles héritées des XIXe et XXe siècles qui font obstacle aujourd'hui aussi terriblement.

Donc, il y a de multiples raisons d'être assez découragé, et je dois dire que quand je tente du Commun dans mon environnement professionnel je me ramasse des gamelles, c'est extrêmement difficile. Juste un exemple, et ça fera écho à ton intervention : sur mon campus Paris VIII, pour moi la seule réalité complètement universitaire telle que je la rêve c'est un collectif d'étudiants qui a construit une cabane avec du matos récupéré sur le campus. C'est-à-dire qu'ils auto-instituent un espace dans lequel j'ai le sentiment d'être à l'université dans le sens d'être dans un espace d'élaboration intellectuelle. Ce qui veut dire que tout le reste progressivement a été déserté par des processus de normalisation.

Alors, comment faire pour que ces éléments de dé-multiplication du Commun arrivent à défaire le modèle existant ? On a conscience des limites des formes de la mobilisation du XXe siècle, il faut donc prendre le risque de ces nouvelles formes : arriver à tenir le rapport de forces effectivement démultiplié partout où les questions se posent. Arriver à tenir le rapport de forces en ayant conscience qu'il n'y a pas de lieu définitif et stratégique, mais tous ont une portée stratégique. Qui demandent une attention politique encore plus pointue qu'elle ne pouvait l'être antérieurement. Et que peut-être en la pensant de cette manière, en faisant en sorte que les rapports de force ne soient jamais dissociés du type d'expérience engagé, qui fait que lorsque ça bascule, comme en Espagne, on arrive à la direction des villes, et ça ne tourne pas à la catastrophe. Que cette présence au cœur du pouvoir permette pourtant d'avancer sur le terrain des luttes, et des mobilisations. L'alchimie est complexe.

Je n'ai pas de nostalgie sur des formes de mobilisation antérieures. Elles ont fait leur job historique. La question des nouvelles formes est ouverte. Que le politique refasse expérience. On a plusieurs jeunesse. Au moins deux. Ceux qui se décalent et ceux qui sont recalés. Ceux qui se décalent sont ceux qui, engagés dans les mobilisations, ne reviennent plus. C'est-à-dire ne se réinscrivent plus dans les schémas classiques. Ils partent auto-constituer des activités. Ceux qui sont recalés, par exemple dans les quartiers populaires de Saint-Denis avec lesquels j'essaie de travailler, eux ils font l'expérience physique du politique, ils y ont mis le corps. Et c'est extraordinaire, la capacité que nous avons eue en France, politiques, sociologues, journalistes, de ne pas voir et d'oublier immédiatement le phénomène des émeutes. Quand l'expérience de la parole n'a plus de réalité en termes démocratiques il reste l'expérience du corps. Donc effectivement renouer avec une expérience politique forte où la parole puisse à nouveau se réengager et être considérée et interagir me paraît une question tout à fait majeure. Et pour ces jeunesse des quartiers populaires la considération de la parole comme expérience qui vient construire, qui fait sens, c'est majeur. La violence la plus dure c'est ne pas voir les émeutes de 2005.

Un intervenant :

Vous me rafraîchissez la mémoire. Je me souviens d'un livre qui est sorti en 1967, le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem qui dit que la révolution, après les échecs subis tout au long du XXe siècle, (le stalinisme, la guerre d'Espagne, etc.) doit se faire dans le quotidien. Faire la révolution sur soi-même, tous les jours, et tout en développant des expériences communes. Citation du mouvement hippie de l'époque ou même de soupes populaires qui existaient à St Denis, justement, dans les bidonvilles. Ça me rappelle cette internationale situationniste qui a essayé d'aller vers cela. Dans ce que vous avez dit, il y a il me semble, quelque chose comme ça : la révolution se fera par le quotidien, l'ajout quelque part de toutes les luttes y compris celles autour de la vie en couple, la place de la femme, etc.

Un intervenant :

Non, non, pas la révolution du quotidien, ça c'est Max Havelaar. C'est comme le management dont vous parliez tout à l'heure. La révolution du quotidien c'est parcelliser, morceler le pouvoir. Oui, faisons la révolution dans notre quotidien, mais la faire dans mon salon ou devenir autonome, vu du pouvoir c'est pas être des décalés c'est être recalé. Les mecs d'en haut ils se marrent bien. Quand on trait des chèvres on est quand même content, on a une belle vie, on existe, ça diffuse, ce n'est pas rien. Mais vu d'en haut, les gars, on est des recalés. Je pose plutôt la question : à qui appartient le Commun ? Vraiment, j'ai envie de le situer là. Quand on s'oppose au capitalisme, lui il se dit pas à qui appartient le Commun, il se dit comment l'instrumentaliser, s'en servir, se servir dans le pot commun. Il y a quelques années les derniers résistants qui étaient bien vivants, ils ont fait un collectif, ils ont signé un appel et ils ont dit : « Là actuellement les médias appartiennent tous aux mêmes personnes et ça nous fait réagir parce que c'est ce à quoi le Conseil National de la Résistance s'est opposé. Il faut lancer un appel, parce que résister c'est créer et créer c'est résister, il faut vraiment créer de nouveaux médias, qu'on se saisisse de ça ». Mais pas pour faire du Commun entre nous. Comme une expérience seulement. Ils disaient cela parce que c'est là que se situe le pouvoir. Désolé, je vais faire un peu de lèche-bottes, pas à vous, mais plutôt à elle, qui est formatrice dans une école, obscure bien sûr, et je trouve qu'au niveau du Commun elle partage de son idée, peut-être avec

des cours dont elle ne se rend peut-être pas compte de l'importance. Mais dans ce qu'elle donne car elle croise chaque année plein d'étudiants, il y a une influence. A qui appartient le Commun ? Un enseignant formateur lui, il a un gros morceau du Commun dans la main. Il transmet, il a du pouvoir, comme en mécanique, il y a de la force. J'aimerais qu'on se pose les questions sous cet angle-là.

Et vous ? une colle : comment auriez-vous organisé la salle pour faire correctement votre conférence ? Et peut-être que vous l'expérimenterez un jour : est-ce que ça vaudrait pas le coup, une autre fois, à la fin, soit vous partez parce qu'on n'a pas besoin de vous, soit vous venez vous asseoir avec nous et vous cessez d'être l'orateur.

Un intervenant :

Si on prend le signifiant, « ouvrier » par exemple, c'est un mot qui est vraiment porteur de rébellion, de solidarité, de quelque chose d'assez puissant. C'est un terme qui s'est un peu effondré et perdu, et je n'ai pas l'impression que le Commun, tel que vous le désignez, vous le conceptualisez. Vous le définissez avec cette même force que portait le signifiant « ouvrier » qui était clairement un indicateur de politique d'émancipation et clairement en opposition à des politiques de réaction. Est-ce que vous faites volontairement le choix de désigner le Commun comme quelque chose de relativement neutre, qu'on observe en mettant le curseur sur « c'est plus ou moins démocratique, c'est plus ou moins intensément une expérience commune », ou est-ce que vous avez fait l'impasse ce soir sur le contenu qui est peut-être dans l'espérance, dans un élan révolutionnaire ? Est-ce que c'est volontaire que vous désignez le Commun comme quelque chose qui serait neutre, ou est-ce que c'est parce que vous avez laissé de côté ce principe espérance ? Et si c'est le cas, est-ce que vous pouvez en dire plus sur le contenu que vous voulez donner à ce principe espérance ?

Pascal :

Il y a là une question de méthode politique. Je n'éprouve pas le besoin de réinjecter du politique dans un endroit où il est présent de manière massive. Quand je traite de la question du Commun je traite de la question d'une ré-institution fondamentale de la société sur des bases radicalement différentes. Et je n'éprouve pas le besoin de dire « regardez, je suis en train de... » Le Commun est radicalement politique par le simple fait qu'il remet entre nos mains les enjeux qui se posent, qu'il repose collégialement les défis. C'est là-dessus effectivement que des perspectives, des espérances peuvent se remettre au travail. Alors, comment ce mouvement arrive-t-il à faire sens historiquement ? J'ai bien conscience que les questions sont difficiles à cet endroit-là. Mais pour moi le Commun c'est politique par sa logique de réappropriation, le destin est remis entre les mains de nos collectifs. Et c'est pour cela que c'est difficile par rapport aux imaginaires du XXe siècle : on n'a plus de collectif à la mesure d'une classe ouvrière, des collectifs à la mesure des mouvements de libération nationale. C'est-à-dire qu'on a des collectifs qui sont puissants, du point de vue des questions de société. C'est-à-dire qu'on a des agencements de collectifs à trouver qui ne sont pas dans la même lisibilité historique que ceux du XXe siècle. Pour moi le Commun n'est pas neutre. C'est une question de méthode. Je n'éprouve pas le besoin de dire combien je suis anticapitaliste à cet endroit-là. Quand je traite du Commun j'introduis un élément qui fait rupture radicalement avec ces deux ennemis que sont un modèle économique dominant, et la forme institutionnelle de l'Etat-Nation. Cette forme est au bout de ce qu'elle a pu apporter, et le bilan historique est à faire. Chaque fois qu'on ré-institue sur la base du Commun, l'hostilité survient. Et les résistances sont intéressantes. On a à la fois des résistances en termes d'incompréhensions pour ceux qui sont sur des positions de pouvoir classiques. Des élus n'arrivent pas à comprendre, d'où des résistances parfois par des formes de répression. Et surtout une résistance par les logiques institutionnelles qui sont en place. Pour moi, à l'université, le problème ce n'est pas tant une résistance vis à vis de mes collègues qui sont en responsabilité. C'est que toutes les logiques qui sont mises en place aujourd'hui font que j'ai de plus en plus de mal à faire émerger des coopérations. Et là je retrouve la question de l'enseignement. Quand j'enseigne de manière un peu classique je ne produis pas de Commun. Je produis du Commun quand avec les étudiants nous sommes au travail dans un territoire, en co-intervention, en coopération, hors les murs de l'université. Et là le savoir émerge par l'expérience elle-même, par l'intervention. Et ce savoir émerge conjointement, et ne vient pas du tout gommer les spécialités. C'est-à-dire je ne suis pas moins enseignant, mais différemment. Ce que je peux porter en termes de spécificité professionnelle s'engage là dans des termes complètement différents. Et je réengage des acquis pédagogiques importants. Le Commun ne vient pas tout redécouvrir, mais parce qu'il réengage le présent dans des conditions différentes il permet de retisser, de rattraper. Quand on voit les antériorités, cette histoire et cette richesse, du point de vue des pédagogies, des formes de lutte, on n'a qu'une envie, qu'un besoin, c'est qu'elles puissent en effet se réengager. Et pour cela il faut que le moment présent soit construit. Il faut que dans ce moment présent on mette cette espérance, on mette ces expériences pour que justement ces éléments retrouvent leur sens. Et on peut retrouver des filiations par rapport à l'autogestion. Le terme que moi je mets conjointement à celui du Commun c'est celui de coopération.

L'autre exemple que j'ai envie de prendre, c'est sur le soin. Faire du soin une expérience commune ce n'est pas retirer au médecin sa spécialité. J'attends quelque chose de sa spécialité. Mais l'engagement unique de cette spécialité pour le soin ne me suffit pas non plus. Faire en sorte que le soin devienne cette expérience

commune dans laquelle on se met en réflexion à partir de ce que le savoir médical a pu établir et puis aussi de l'expérience singulière des soignés. Qui peuvent se partager. On a des collectifs de malades qui montrent que la maladie pouvait émerger comme expérience commune et se construire de cette façon-là. Dans le soin comme expérience commune, on a des spécialités qui peuvent se réengager de manière différente sans pour autant qu'elles y perdent, mais il y a une transformation significative de leurs pratiques et de leurs savoirs.

Comment on engage une pratique professionnelle ? Je peux l'engager dans les termes où on me la propose : là je suis dans une conférence, j'aime cet exercice pour l'expérience de la parole. Je suis plus souvent dans d'autres dispositifs spatialement aussi. Dans nos séminaires, « la fabrique de sociologie », on passe une journée à défaire, à réinventer la salle, extérieur et intérieur, on vire tables et chaises. Il y a une mobilité et flexibilité de l'espace. La pensée n'est pas dissociable de l'espace dans lequel elle s'exerce, des interactions. Et là ma parole n'est plus la même.

Le dispositif classique n'est pas le plus facile en termes d'interactions.

Un intervenant :

Je reprends l'exemple du talus : dans un lieu spéculatif formidable à Paris, si un tas d'expériences s'en emparent en termes de Commun et de transformations tu vas tomber sûrement sur plusieurs réponses, et peut-être si ça va un peu loin à un certain moment tu auras de la violence. Et on sait que le système fait que tu incorpores au maximum ses règles ou même que tu t'autodétruis. Tu les génères par toi-même. Mais il y a un moment où il y a des limites et on l'a bien vu avec les cortèges ce printemps, on était en cage. Enfermés, casernés, complètement impuissants, neutralisés. Et si besoin est, tu es détruit. Une question que ce soir on n'a pas abordée ; c'était peut-être pas le sujet mais je trouve que ça fait un peu bisounours d'évacuer cette affaire.

Pascal :

Dès lors qu'il y a des expériences en rupture significative avec le modèle dominant de fonctionnement, les niveaux de violence montent à chaque fois, qui signent une défaite non pas parce que la violence nous ferait perdre, mais tout simplement parce que la violence fait monter l'énergie à l'endroit où elle va nous faire perdre. Le rapport de forces, Notre-Dame-des-Landes par exemple, n'existe que parce que ces espaces sont investis et réengagés par des capacités d'auto-instituer tout autre chose à l'échelle de ce territoire. C'est par cette expérience que le rapport de force va être tenu et il peut basculer dans des formes de violence extrême. A chaque fois que l'on institue en termes de Commun on est confronté à cette question de la violence. Elle fait partie du paysage de nos luttes. Mais à cet endroit-là je ne dis plus rien. Sinon dénoncer les niveaux de répressions. Là il n'y a plus rien à construire. Juste à tenir le rapport de forces. Le débat s'arrête. On est sur des luttes à mort. Malik Oussekin meurt et le ministre tombe. Rémy Fraisse est assassiné et le gouvernement aujourd'hui l'entérine. On est dans notre société occidentale à ce niveau de violence.

Un intervenant :

Il y a des choses que je trouve vraiment intéressantes dans ce que vous posez, notamment ces notions d'expériences, de récits, des histoires en cours, tout ceci qui entre dans un mouvement plus large et actuel. On voit revenir de plusieurs manières ces notions avec plusieurs groupes, collectifs, qui se mettent à partager des travaux, des récits, etc. Un mode du récit politique est en train de revenir et c'est super-intéressant.

Mais à travers ce Commun pris comme point d'entrée, je vois un peu, entre guillemets, un effet d'hyper-correction, de contre-pied un peu trop à l'opposé par rapport à une histoire qui justement ne se pensait pas en termes d'appropriation directe mais des grandes luttes, des grands récits. Il y a là quelque chose de l'ordre de *l'empowerment*, de la mise en capacité, de « nous pouvons faire des choses, on peut s'organiser ». Mais pour y avoir travaillé depuis des années, pour essayer de la vivre, il ne s'agit pas que de traire des chèvres. Il ne s'agit pas de construire des sortes de bulles qui par leur simple multiplication viendraient défaire mécaniquement l'espèce d'emprise dans laquelle on est. Et c'est pour ça que je pointais cette anticipation possible de mondes à plusieurs niveaux, avec les niveaux ultra-capitalistes. Rémy Fraisse meurt et il ne se passe rien, par contre un flic est brûlé par un Molotov et on a des manifs armées de flics qui ne sont absolument pas interdites et qui font céder le gouvernement en deux semaines. On ne peut pas simplement dire qu'on devra le dénoncer. J'ai l'impression qu'il y a quelque chose à penser là. Et à prévoir. Je ne dis pas qu'il faut prendre les armes et monter des structures clandestines. Mais comment intervient on sur un espace où on arrive à ne pas se laisser prendre par une forme d'autoritarisme qui s'affirme de plus en plus ? Il ne s'agit pas que de construire des espaces communs. Il faut le faire et fort heureusement ça revient, mais il y a d'autres choses à ne pas laisser de côté, politiquement, dans une action qui vise à se défaire de l'emprise capitaliste.

Pascal :

Ce que je perçois comme indispensable, notamment à l'échelle des territoires, c'est d'assumer des alliances politiques. Entre les expériences qui sont engagées et des formes de solidarité face à la répression. Le jour où nous engageons tel rapport critique à tel endroit, lorsque la répression frappe, qui est présent ? C'est de l'ordre de la présence à l'Histoire qui se pose aujourd'hui. Il faut cette présence à l'Histoire à l'échelle de

chacune des expériences engagées, prendre la mesure du rapport de forces créé. Le rapport de force reste central. A cet endroit-là on met au travail des devenirs qui sont différents, c'est pour ça que c'est trompeur le grand récit du mouvement ouvrier. Il y a à la fois le grand récit émancipateur, mais avant tout les multiples luttes, chacune circonstancielle, contextualisée, et qui en même temps avaient une présence à l'Histoire. Je me bagarre pour une augmentation des salaires dans cette usine mais je sais que cette lutte fait sens historiquement parce que je sais que dans d'autres boîtes d'autres camarades, etc. Et c'est cette présence à l'Histoire qu'on a besoin de retrouver dans chacun des rapports de force. Et le niveau de répression ne cesse de monter. Mais à cet endroit-là je ne fabrique plus du politique. Je tiens un rapport de forces et il faut le tenir. Il y a l'état dans lequel l'adversaire, le système nous a rendus. Le jour où Notre-Dame-des-Landes est attaquée on ne fait plus de politique, on n'auto-constitue plus rien, on tient un rapport de forces parce qu'il faut le tenir. C'est une dimension de la construction politique de l'Histoire. Et les quartiers populaires, ils ont donné, du point de vue des niveaux extrêmes de répression ! Si on a une force de police en capacité de réprimer dans les termes où elle le fait c'est parce qu'elle a fait ses expérimentations dans les quartiers populaires depuis vingt ans. Et dans ces quartiers, on l'a autorisée à franchir des seuils de violence et en particulier de tuer. Rémy Fraisse, c'est le symbole de ce déplacement. Et là l'expérience politique c'est une expérience du corps, qui est menacé dans son existence même. Mais j'insiste sur le fait qu'à cet endroit-là je n'élabore plus.